

FLASH

Election Présidentielle



TPE
TRÈS PETITES ENTREPRISES

ifop


FIDUCIAL

Mars 2012

Réalisée du 12 au 15 mars 2012

Vague 3



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 6 300 personnes en Europe au service de ses **200 000 clients**, pour un chiffre d'affaires de 713 millions d'euros.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.
- FIDUCIAL réalise à l'occasion de **l'élection présidentielle** une série d'enquêtes afin d'apprécier **les orientations et les motivations électorales des patrons de TPE**.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.f



Sommaire

▪ Poids des TPE	4
▪ L'élection présidentielle	5
▪ Les jugements sur les propositions pour favoriser l'emploi et le pouvoir d'achat	17
▪ Méthodologie	23
▪ Échantillon	24

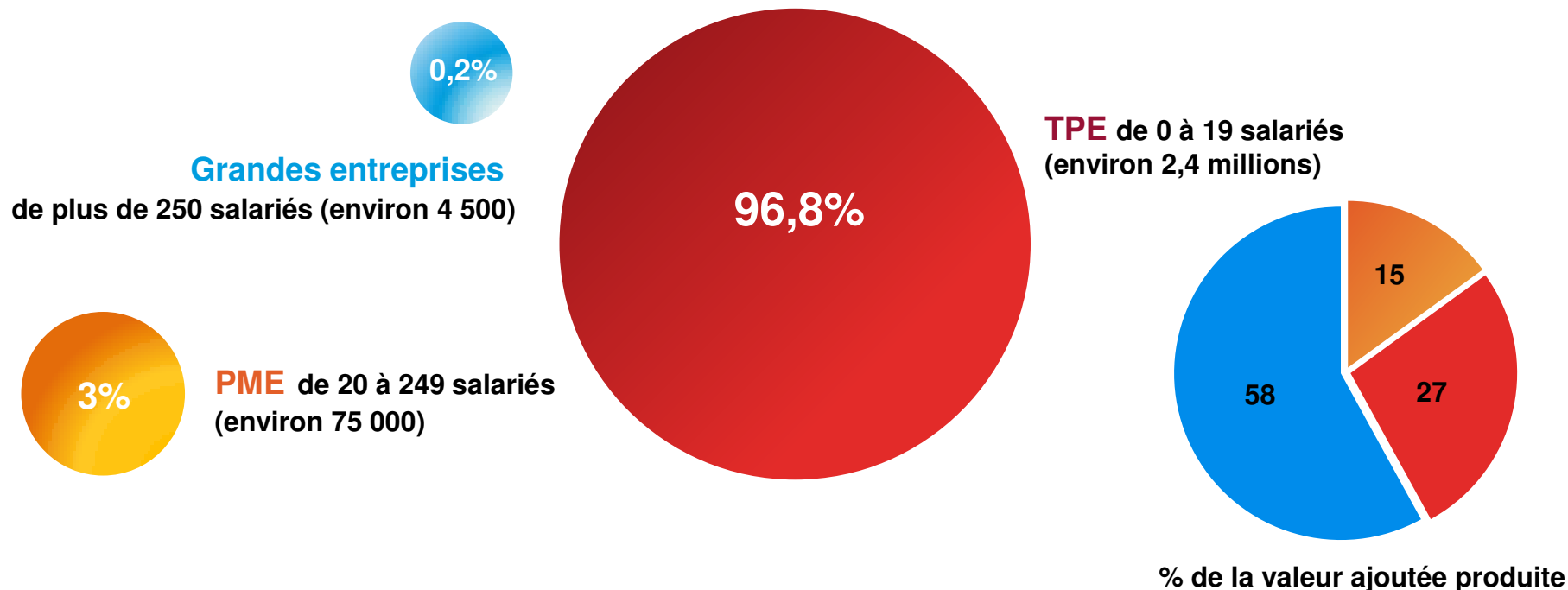


Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)





A | L'élection présidentielle

Nota : les références aux données grand public figurant dans cette partie sont issues du rolling Ifop-Fiducial avec Paris-Match : afin de diffuser quotidiennement un rapport de force électoral issu d'un échantillon national représentatif, 300 à 350 personnes inscrites sur les listes électorales sont interrogées en ligne tous les jours. La vague relative à l'enquête du jour est cumulée avec celle des deux jours précédents : au total, plus de 30 000 personnes seront interrogées au cours des 19 semaines de campagne présidentielle couvertes par le dispositif.

Note de lecture

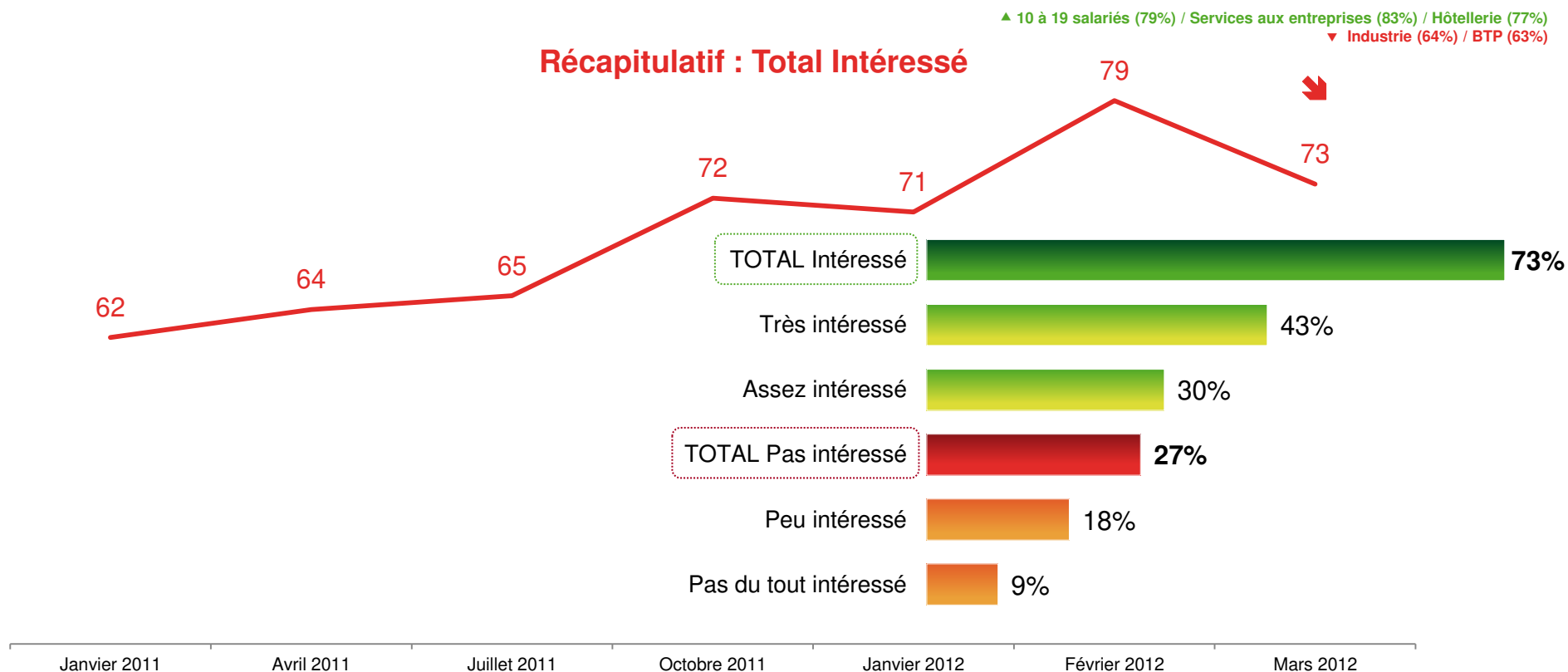
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble



Un intérêt pour la campagne qui tend à s'éroder

Question

A propos de l'actualité autour de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en France en avril 2012, diriez-vous que vous êtes... ?



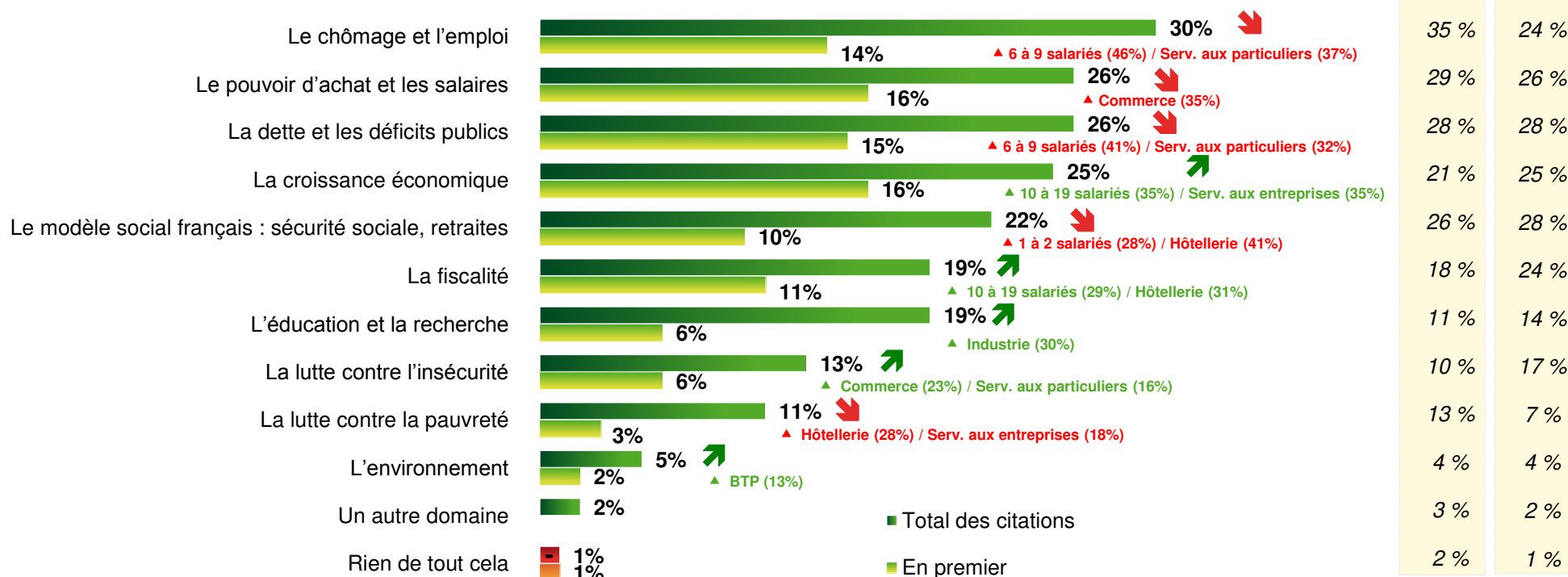
Alors que l'échéance de la prochaine élection présidentielle se rapproche, l'intérêt pour la campagne, en forte progression le mois dernier, connaît sa première baisse sensible depuis janvier 2011. Il demeure toutefois très élevé, à 73 % (dont 43 % de « très intéressés »). Les patrons des secteurs de l'hôtellerie (77 %) et des services aux entreprises (83 %) se révèlent les plus nombreux à se sentir concernés par la campagne.



Les domaines d'action jugés prioritaires

Question

Pour lesquels des thèmes suivants attendez-vous en priorité des propositions concrètes de la part des candidats à l'élection présidentielle qui aura lieu en 2012 ? En premier ? En second ?



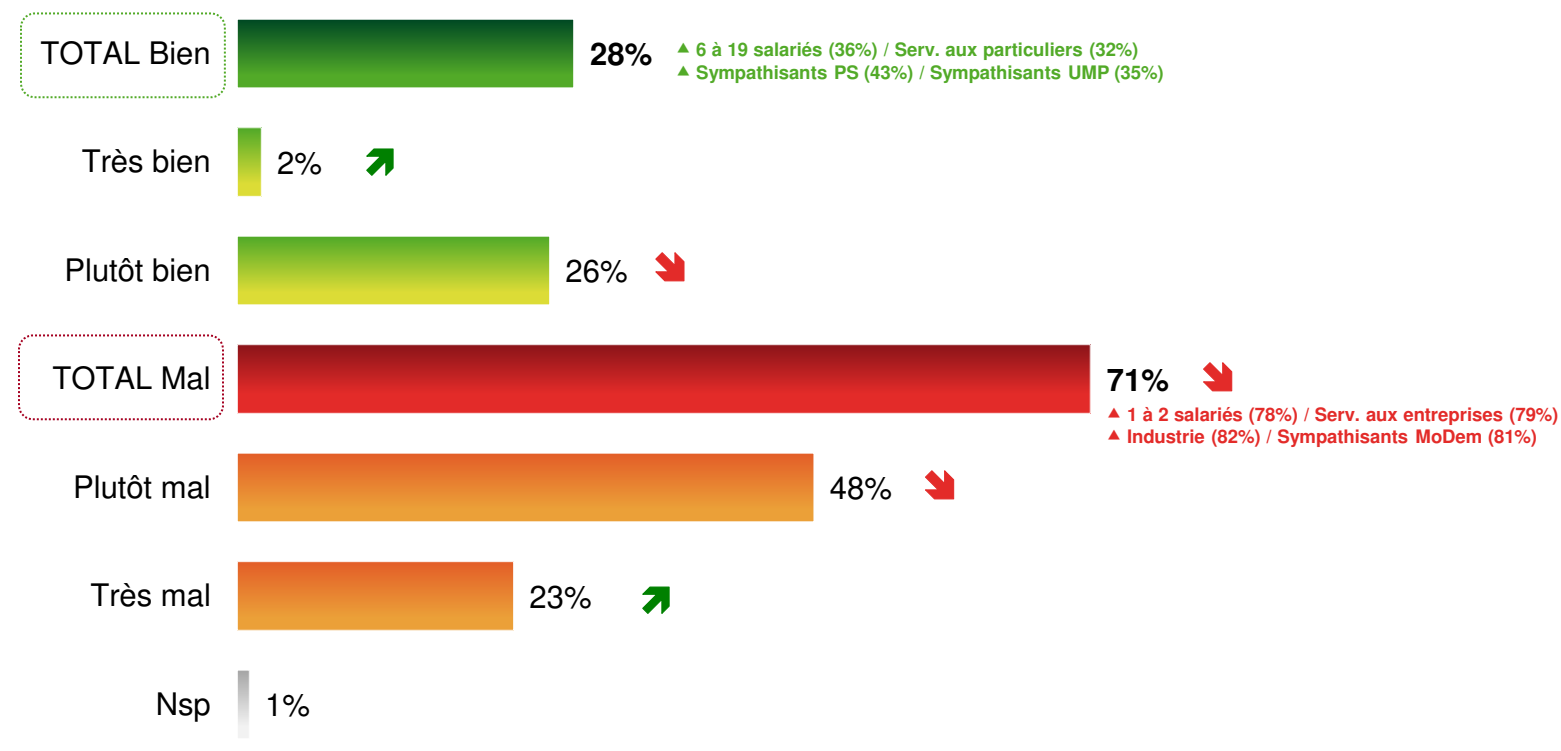
Les trois domaines d'action suscitant les plus fortes attentes de la part des dirigeants interrogés restent identiques, mais avec des taux de citations en recul : le chômage et l'emploi arrivent en tête (30 %, -5 points), devant le pouvoir d'achat et les salaires (26 %, -3 points), ainsi que la dette et les déficits publics (26 %, -2 points). Les préoccupations portent de façon accrue sur la croissance économique (25 %, +4 points), en particulier au sein des structures de 10 à 19 salariés (35 %) et des services aux entreprises (35 %). Cette thématique devance ainsi désormais le modèle social français (22 %, -4 points). Un patron de TPE sur cinq souhaite ensuite des propositions en matière de fiscalité (19 %), d'éducation et de recherche (19 %, + 8 points). La lutte contre l'insécurité émerge dans 13 % des cas comme un enjeu central de la campagne, devançant légèrement la lutte contre la pauvreté (11 %). L'environnement reste en bas de classement (5 %).



Les préoccupations des TPE demeurent perçues comme insuffisamment abordées par les candidats

Question

D'une manière générale, diriez-vous que les enjeux liés à votre activité de dirigeant d'entreprise sont plutôt bien ou plutôt mal abordés dans cette campagne pour l'élection présidentielle ?



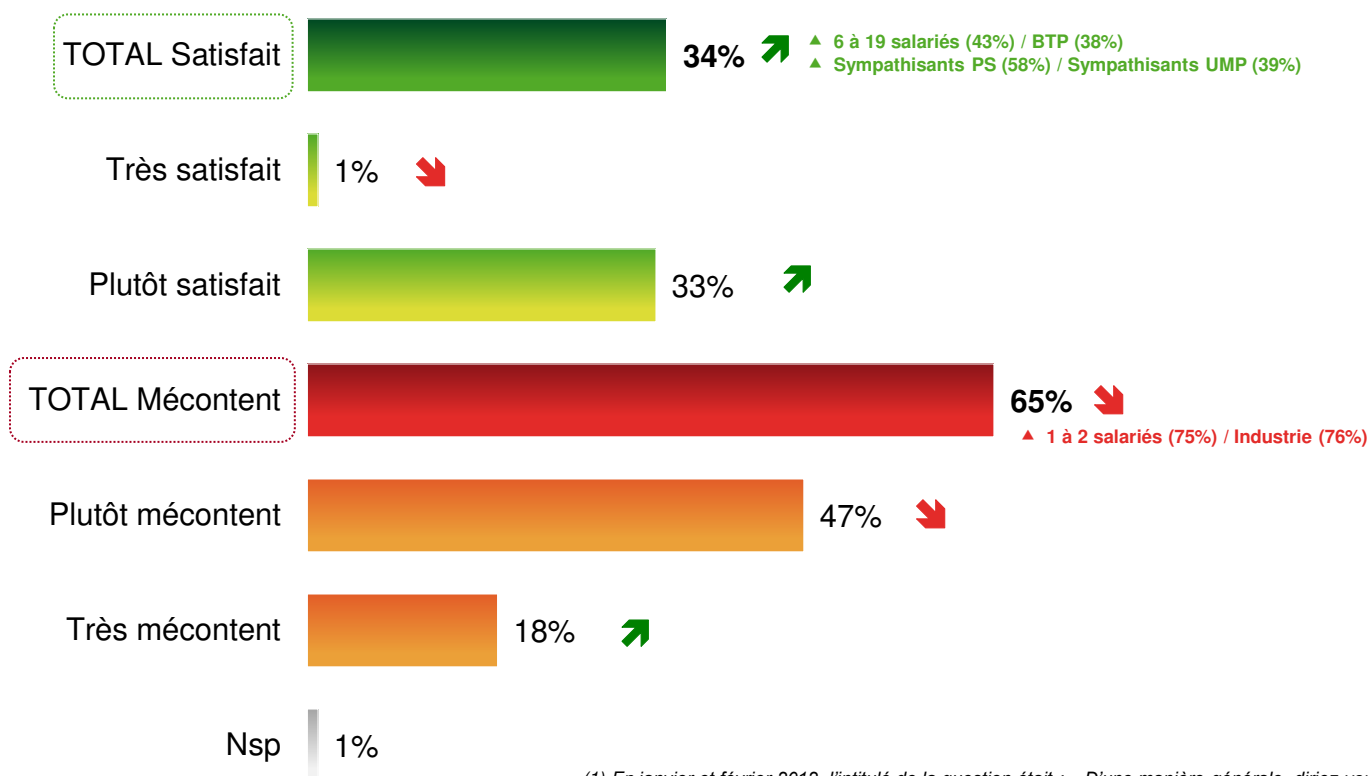
De même que lors de la précédente enquête, à peine plus d'un dirigeant sur quatre juge que les enjeux liés à son activité sont bien appréhendés par les candidats à l'élection présidentielle. Bien que demeurant minoritaire, cette perception est plus positive dans les entreprises de 6 à 19 salariés (36 %) et dans les services aux particuliers (32 %). A contrario, 71 % estiment que leurs préoccupations sont mal cernées, dont 23 % « très mal ». Cette mauvaise prise en compte de leurs demandes est plus fortement mise en exergue dans les secteurs des services aux entreprises (79 %) et de l'industrie (82 %).



Une satisfaction à l'égard de la campagne qui reste faible mais connaît une légère remontée

Question

D'une manière générale, diriez-vous que vous êtes satisfait ou mécontent de la campagne présidentielle ?¹



Rappel février 2012	Rappel janvier 2012
28%	25%
3%	2%
25%	23%
71%	75%
56%	47%
15%	28%
1%	-

(1) En janvier et février 2012, l'intitulé de la question était : « D'une manière générale, diriez-vous que vous êtes satisfait ou mécontent du début de la campagne présidentielle ? »

Si l'intérêt général pour la campagne enregistre une légère érosion, la satisfaction à l'égard de son déroulement continue de s'accroître (+6 points par rapport au mois de février et + 9 points par rapport au mois de janvier). Elle demeure cependant faible (34 % contre 65 % d'insatisfaits). Notons que le mécontentement est plus fort dans les structures de 1 à 2 salariés (75 %) et dans l'industrie (76 %).



Le critère de choix du candidat pour le premier tour

Question

Diriez-vous qu'au premier tour de l'élection présidentielle, vous privilégieriez plutôt... ?

Un candidat qui ne correspond pas totalement à vos idées mais qui a le plus de chances d'être au second tour



30% ↗

▲ Aucun salarié (34%) / Serv. aux entreprises (42%)
▲ Serv. aux particuliers (38%)

Le candidat qui est le plus proche de vos idées même s'il a peu de chances d'être au second tour



70% ↘

▲ 3 à 19 salariés (84%) / Hôtellerie (84%) / BTP (80%)

Ne se prononcent pas

-

Rappel février 2012	Rappel janvier 2012	Comparatif Flash TPE janvier 2007
27%	26%	23%
73%	73%	77%
-	1%	-

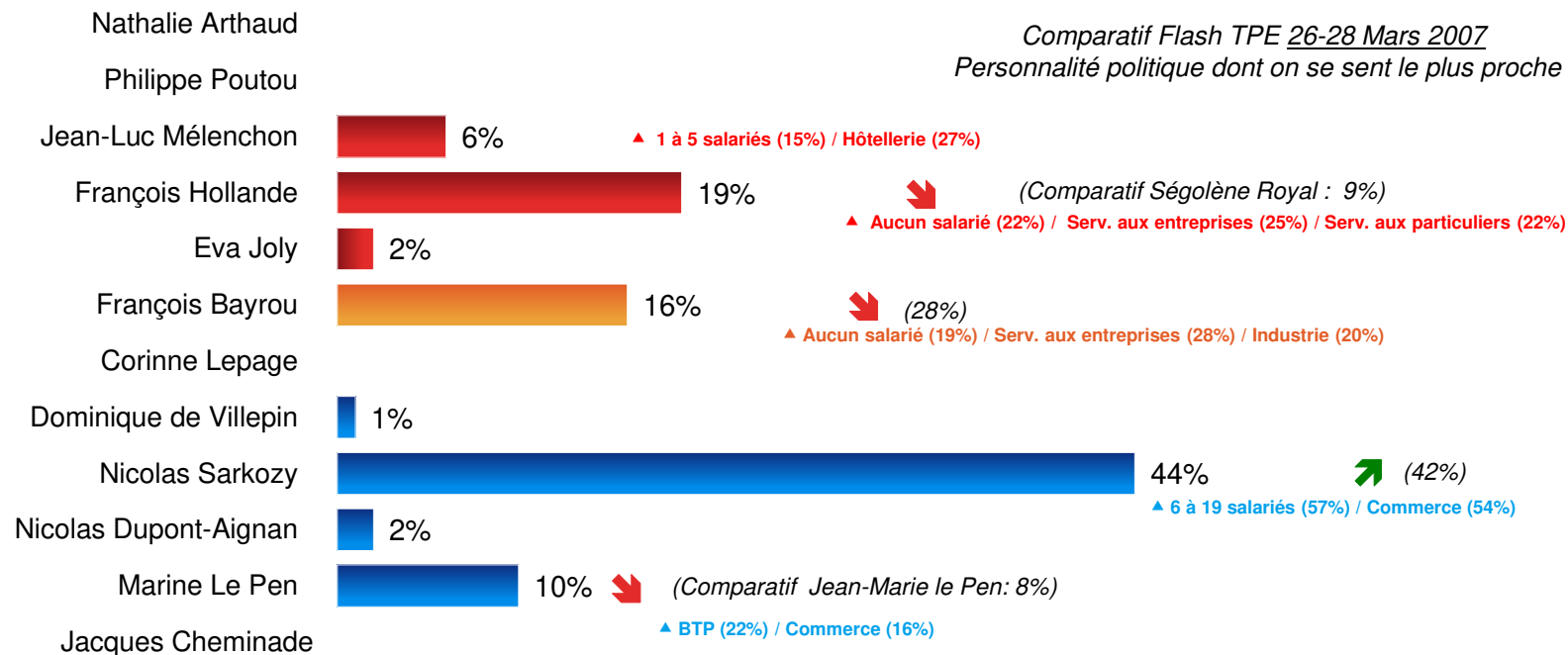
Une très large majorité des patrons de TPE exprime toujours son intention de voter pour le candidat le plus proche de ses idées même s'il a peu de chances d'être présent au second tour (70 %). Néanmoins, la proportion de ceux qui se disent prêts à donner leur suffrage à un candidat plus éloigné de leurs idées mais davantage susceptible d'être présent au second tour tend à s'accroître (30 %, +3 points). Cette disposition s'avère de surcroît plus importante parmi les patrons de TPE que parmi les citoyens français (24% lors d'une enquête nationale menée les 26 et 27 février 2012).



L'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



Rappel février 2012	Rappel janvier 2012 ⁽¹⁾
-	-
-	-
6%	7%
23%	21%
1%	1%
19%	14%
-	2%
3%	1%
34%	37%
-	-
13%	15%
Non posé	Non posé

Après l'annonce officielle de sa candidature le 15 février dernier et la tenue de son meeting de Villepinte, Nicolas Sarkozy voit son avance sur les autres candidats se renforcer nettement s'agissant des intentions de vote au 1^{er} tour (44 %, soit +10 points en un mois). Son score devance également légèrement celui observé fin mars 2007, où l'actuel président de la République était considéré par 42 % des dirigeants interrogés comme le candidat dont ils se sentaient le plus proche. On relève aussi un écart très important par rapport au niveau enregistré auprès de l'ensemble des Français (27,5 %). François Hollande voit son potentiel électoral baisser de 4 points (19 % contre 26,5 % en moyenne auprès du grand public), celui-ci étant toutefois supérieur de 10 points à celui de Ségolène Royal en mars 2007. François Bayrou se voit crédité de 16 % des intentions de vote, soit un score dépassant légèrement celui enregistré auprès des citoyens français (13 %), mais très nettement inférieur à celui qu'il recueillait en 2007 (28 %, soit -12 points) et en baisse par rapport au mois dernier (-3 points). Marine Le Pen recueillerait 10 % des votes au 1^{er} tour (-3 points en un mois, mais +2 points par rapport à Jean-Marie Le Pen en 2007) et Jean-Luc Mélenchon 6 % (stable).



Des patrons de TPE plus affirmés dans leur choix pour le 1^{er} tour

Question

Diriez-vous que vous êtes sûr de votre choix ou que vous pouvez encore changer d'avis ?

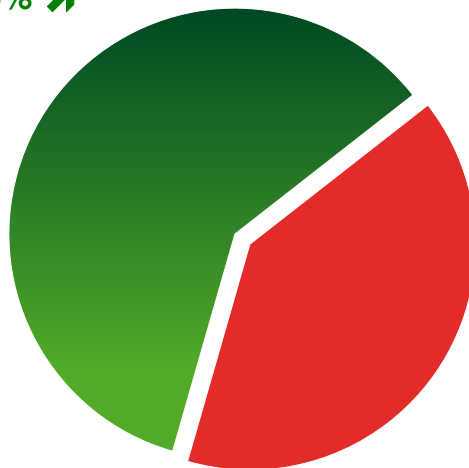
Vous êtes sûr de votre choix : 60% ↗

Rappel février 2012 : 49%

Rappel janvier 2012 : 48%

▲ 1 à 19 salariés (67%) / Hôtellerie (71%)

▲ Serv. aux particuliers (66%)



Vous pouvez encore changer d'avis : 40% ↘

Rappel Février 2012 : 51%

Rappel Janvier 2012 : 52%

▲ Industrie (51%) / BTP (50%)

La part des dirigeants de TPE certaine de son choix au premier tour progresse de 11 points en un mois, et s'avère désormais nettement majoritaire (60 %, et même 67 % parmi les employeurs). Elle reste cependant inférieure à celle relevée auprès de l'ensemble des Français (68 %).



Les deux tiers des patrons de TPE voteraient pour Nicolas Sarkozy au 2nd tour face à François Hollande

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le second tour de l'élection présidentielle, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

François Hollande



34% ↘

▲ 1 à 2 salariés (40%) / Hôtellerie (49%) / Industrie (40%)

Nicolas Sarkozy



66% ↗

▲ 3 à 19 salariés (77%) / BTP (75%)

Rappel février 2012	Rappel janvier 2012
40%	37%
60%	63%

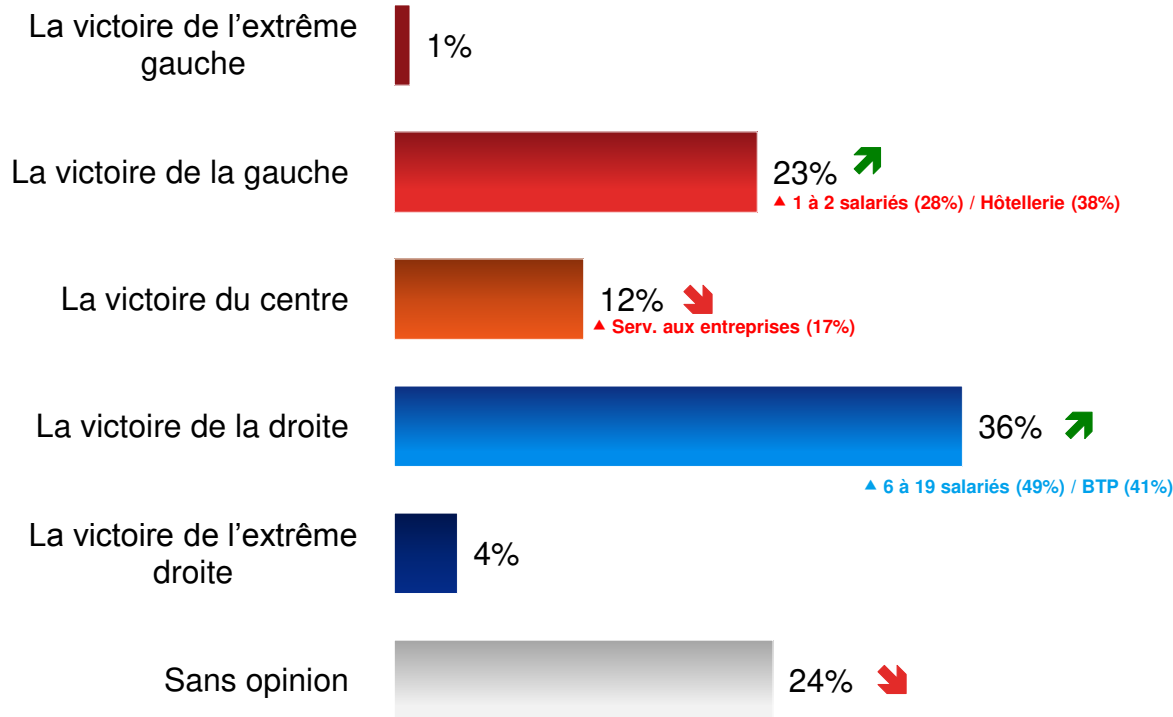
A l'instar de ce que l'on observe pour le 1^{er} tour, Nicolas Sarkozy se voit crédité d'une part des suffrages en nette progression pour le 2nd tour (66 %, +6 points), recueillant ainsi un score dépassant de 20 points celui qu'il enregistre auprès de l'ensemble des Français. Il bénéficie d'une proportion plus importante des voix dans les entreprises de plus de 3 salariés (77 %) et dans le BTP (75 %). Le potentiel électoral de François Hollande est quant à lui plus élevé dans les structures de 1 à 2 salariés (40 %), dans l'industrie (40 %) et dans l'hôtellerie (49 %).



Une baisse du souhait de victoire du centre, qui confirme une cristallisation des votes sur les deux candidats pressentis pour le second tour

Question

Pour la prochaine élection présidentielle, au fond de vous-même, souhaitez-vous plutôt la victoire de la gauche ou plutôt la victoire de la droite ?



Rappel février 2012	Rappel janvier 2012	Rappel Ensemble octobre 2011	Rappel Ensemble juillet 2011	Rappel Ensemble avril 2011
1%	1%	2%	1%	2%
20%	24%	19%	24%	21%
18%	14%	15%	10%	12%
32%	40%	28%	25%	32%
4%	6%	3%	5%	4%
25%	15%	33%	35%	29%

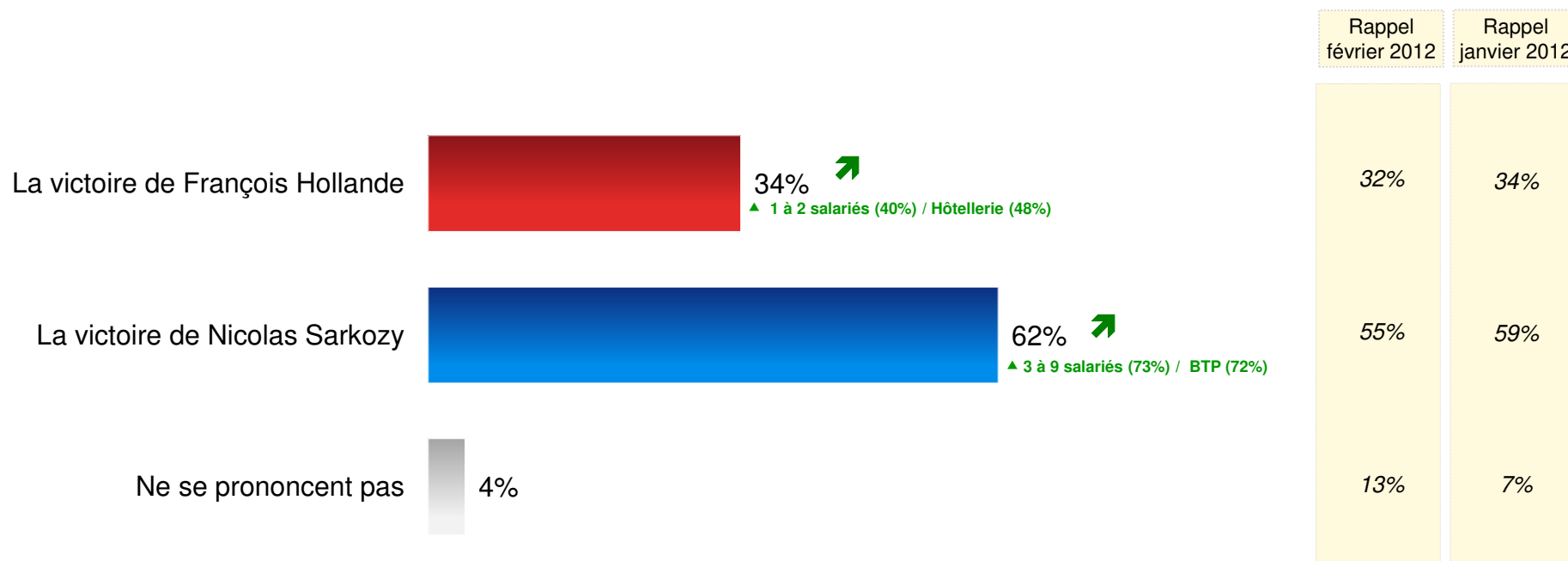
Le souhait de victoire fait apparaître un recentrage sur les deux candidats estimés les plus susceptibles de s'affronter au second tour : 36 % des dirigeants interrogés disent ainsi voir la droite l'emporter (36 %, +4 points) et 23 % la gauche (+3 points). Cette évolution se fait au détriment du centre (12 %, -6 points), les scores de l'extrême droite (4 %) et de l'extrême gauche (1 %) étant stables. On relève qu'un quart des interviewés se dit toujours sans opinion, à moins de deux mois de la tenue du scrutin.



Le souhait de voir Nicolas Sarkozy l'emporter au 2nd tour se renforce...

Question

Au fond de vous-même, souhaitez-vous plutôt la victoire de François Hollande ou plutôt la victoire de Nicolas Sarkozy lors de la prochaine élection présidentielle ?

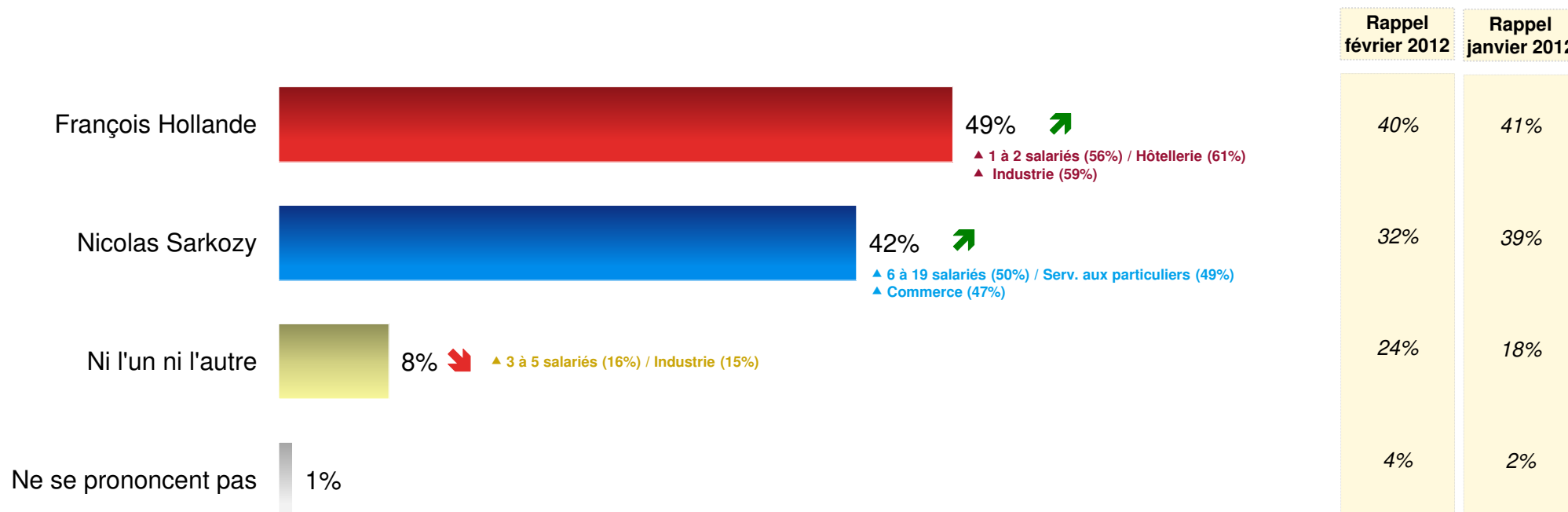


En lien logique avec les intentions de vote exprimées, 62 % des dirigeants de TPE déclarent souhaiter que Nicolas Sarkozy entame un second mandat (contre 34 % auprès du grand public), tandis que 34 % lui préféreraient François Hollande (contre 39 % auprès du grand public). La part des interviewés ne se prononçant pas est désormais marginale (4 %, -9 points en un mois), nettement en-dessous de celle constatée en moyenne auprès des Français (20 %)



...tandis que le pronostic de victoire bénéficie toujours à François Hollande

Question Selon vous, qui de François Hollande ou de Nicolas Sarkozy l'emportera lors de la prochaine élection présidentielle ?



Allant à l'encontre des souhaits exprimés, le pronostic de victoire est largement favorable à François Hollande (49%, en hausse de 9 points en un mois), à un niveau dépassant nettement celui observé auprès du grand public (38%). Confirmant la cristallisation de la campagne autour des deux candidats du PS et de l'UMP, la proportion de dirigeants anticipant la victoire de Nicolas Sarkozy progresse elle aussi (42%, +10 points en un mois, et +16 points par rapport au niveau enregistré auprès de l'ensemble des Français). Ces évolutions sont liées à la nette diminution de la part des interviewés estimant qu'aucune de ces deux personnalités ne l'emportera (8%, -16 points par rapport à février dernier).



B | Les jugements sur les propositions pour favoriser l'emploi et le pouvoir d'achat

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble



Une adhésion minoritaire, bien que non négligeable, à la création d'une tranche d'imposition sur le revenu à 75 % pour les hauts revenus

Question

François Hollande a annoncé son souhait de créer, s'il était élu président de la République, une nouvelle tranche d'imposition sur le revenu à 75 % pour les personnes gagnant plus d'un million d'euros par an. Cette taxation de 75 % ne s'appliquerait que sur l'argent gagné au-delà d'un million d'euros par an. Personnellement, êtes-vous... ?

Comparatif
Ensemble des
Français
mars 2012¹

Plutôt favorable à cette mesure car elle contribuera à une plus grande justice sociale



42%

▲ 1 à 2 salariés (49%) / Hôtellerie (48%)
▲ Serv. aux particuliers (48%)

Plutôt opposé à cette mesure car elle va inciter les personnes les plus riches à quitter la France



57%

▲ 6 à 19 salariés (66%) / Commerce (62%)
▲ Serv. aux entreprises (62%)

Ne se prononcent pas 1%



57%

42%

1%

La proposition de François Hollande de taxer à hauteur de 75 % la part des revenus dépassant un million d'euros par an recueille une adhésion strictement inverse à celle mise en avant par la moyenne des Français. Une majorité s'y déclare ainsi opposée (57 % contre 42 % auprès du grand public), ce rejet s'avérant plus important dans les entreprises de 6 à 19 salariés (66 %), le commerce (62 %) et les services aux entreprises (62 %). Une proportion importante se déclare néanmoins favorable à cette mesure en ce qu'elle contribuerait à une plus grande justice sociale (42 %).



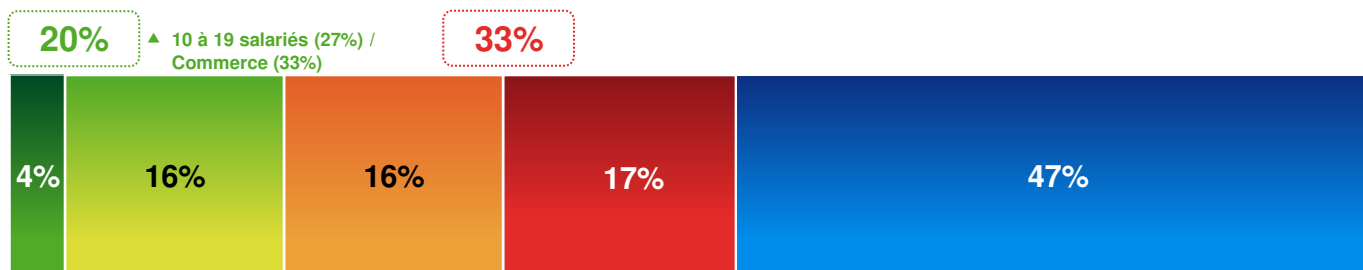
Moins de la moitié des patrons de TPE misent sur une amélioration de la situation économique à l'horizon 2013

Question Selon vous, la situation de la France en matière d'emploi va-t-elle s'améliorer, se détériorer, ou ne va pas changer... ?

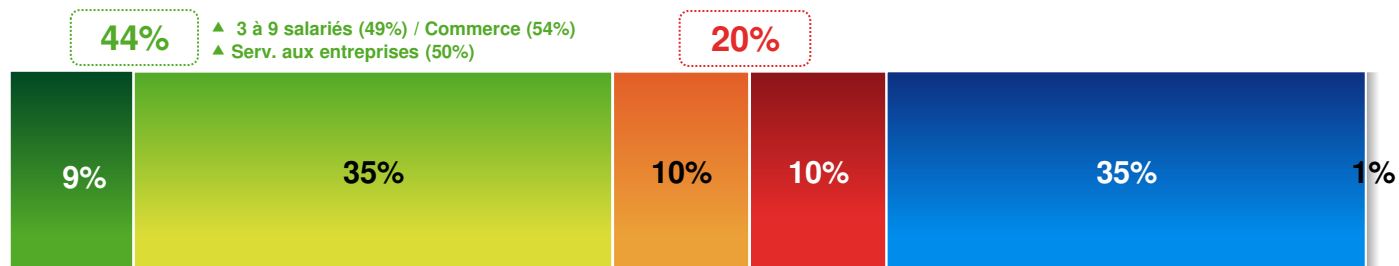
Total Va s'améliorer

Total Va se détériorer

Au cours du second semestre 2012



En 2013



■ Va s'améliorer nettement ■ Va s'améliorer légèrement ■ Va se détériorer légèrement ■ Va se détériorer nettement ■ Ne va pas changer ■ Nsp

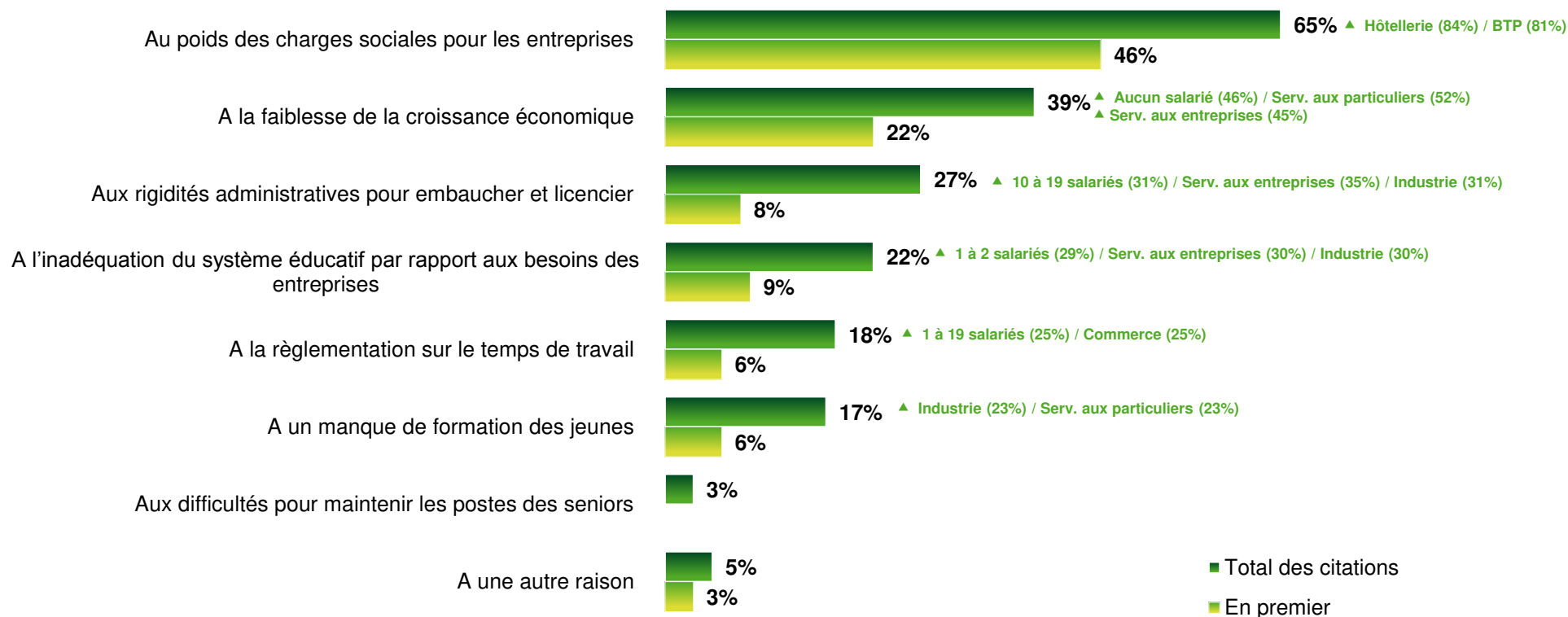
Invités à se prononcer sur l'évolution de la situation en termes d'emploi à moyen terme, un patron de TPE sur deux (47 %) estime qu'aucun changement n'interviendra au cours du second semestre 2012, un tiers misant sur une détérioration et 20 % seulement sur une amélioration. Les prévisions se révèlent plus optimistes pour 2013 : 44 % estiment que les embauches devraient reprendre l'an prochain, 35 % qu'elles se stabiliseront et 20 % que l'on assistera à une détérioration dans ce domaine.



Le poids des charges sociales émerge nettement en tête des causes perçues du chômage en France auprès des patrons de TPE

Question

Diriez-vous que le problème de l'emploi en France est principalement lié... ?



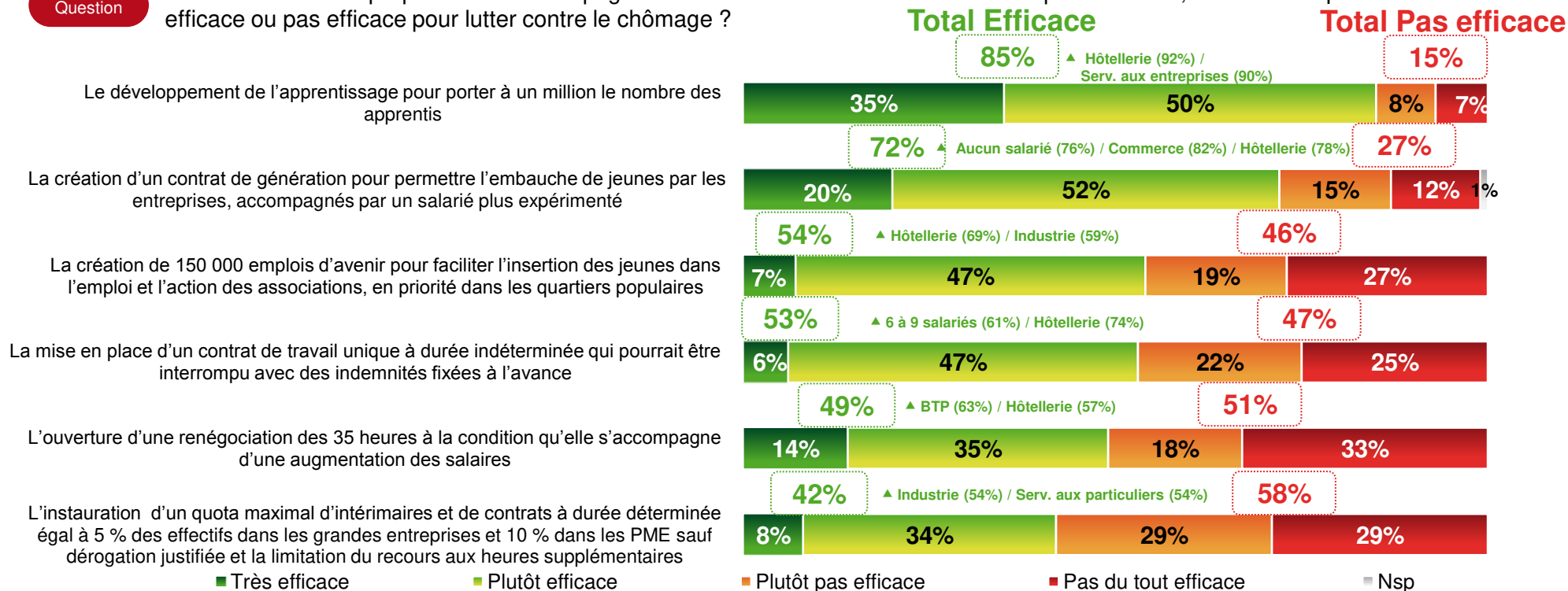
Sans surprise, les dirigeants de TPE imputent en premier lieu les difficultés que connaît la France sur le front de l'emploi au poids des charges sociales pour les entreprises (65 %, dont 46 % en première citation), et ce de façon plus marquée encore dans le BTP (81 %) et l'industrie (84 %). Bien que loin derrière, la faiblesse de la croissance économique est soulignée par une part importante d'entre eux (39 %, dont 22 % en première citation). Les rigidités administratives pour embaucher et licencier sont mentionnées par 27 % (31 % dans les structures de 10 à 19 salariés). Viennent ensuite à des niveaux proches l'inadéquation du système éducatif par rapport aux besoins des entreprises (22 %), le manque de formation des jeunes (17 %) et la réglementation sur le temps de travail (18 %).



L'efficacité de différentes mesures proposées par les candidats pour relancer l'emploi

Question

Pour chacune des propositions de campagne suivantes des candidats à l'élection présidentielle, diriez-vous qu'elle est selon vous efficace ou pas efficace pour lutter contre le chômage ?



Les mesures figurant dans les programmes des candidats pour relancer l'emploi suscitent des réactions très divergentes, s'agissant de leur efficacité perçue. Le développement de l'apprentissage pour porter à un million le nombre d'apprentis, souhaité par l'UMP, enregistre une large adhésion (85 %). A un niveau moindre mais aussi largement majoritaire, 72 % se prononcent en faveur de la création d'un contrat de génération proposée par le PS. Plus d'un dirigeant sur deux approuve également la création de 150 000 emplois d'avenir pour faciliter l'insertion des jeunes, proposée elle aussi par le PS, de même que la mise en place préconisée par le MoDem d'un contrat de travail unique à durée indéterminée pouvant être interrompu avec des indemnités fixées à l'avance. La moitié des interviewés juge efficace l'ouverture d'une renégociation des 35 heures à condition qu'elle s'accompagne d'une augmentation des salaires, que souhaitent mettre en place l'UMP et le FN. L'instauration d'un quota maximal de contrats précaires figurant parmi les mesures du front de gauche apparaît comme la proposition la moins efficace (42 %).

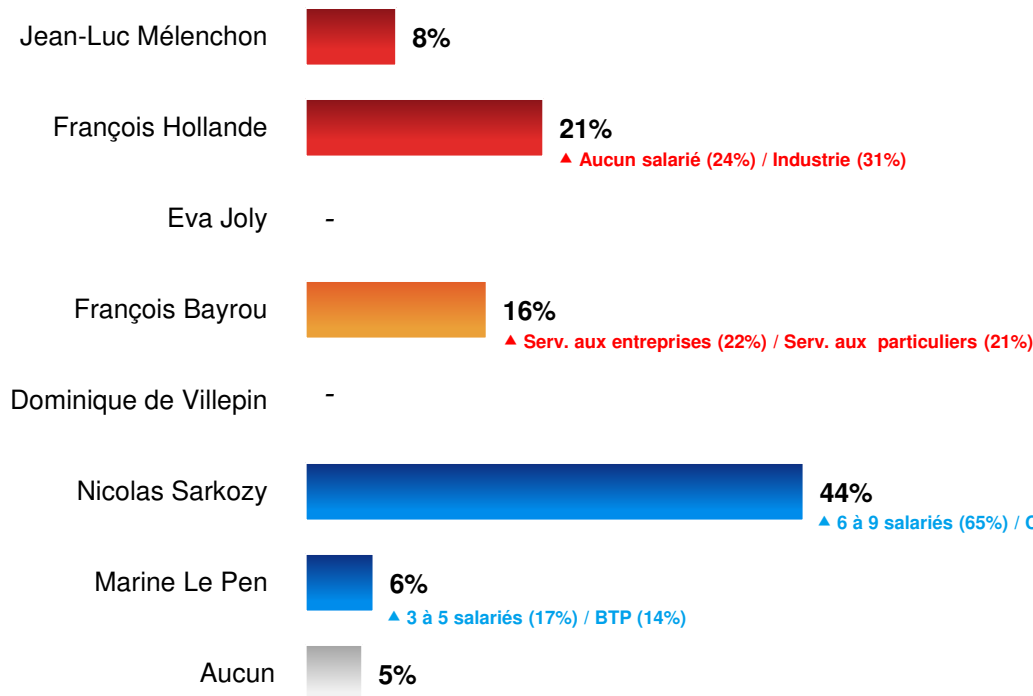


Nicolas Sarkozy émerge de façon nette comme le candidat le plus légitime pour agir en matière d'emploi et de pouvoir d'achat

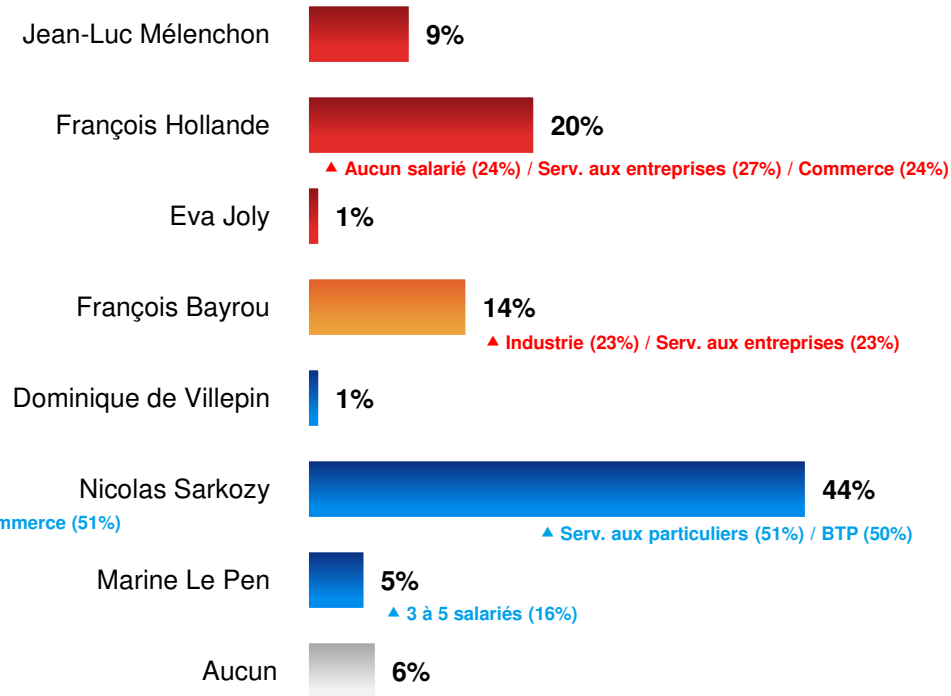
Question

Parmi les candidats suivants, auquel faites-vous le plus confiance pour mener une politique efficace...

Pour favoriser l'emploi



Pour redynamiser le pouvoir d'achat



Confirmant les intentions de votes exprimées pour le 1^{er} tour, Nicolas Sarkozy apparaît de loin comme le candidat le plus légitime pour agir sur les deux sujets qui préoccupent le plus les dirigeants de TPE, à savoir l'emploi et le pouvoir d'achat (44 % dans les deux cas). François Hollande est estimé par un patron interrogé sur cinq comme la personnalité la plus à même de favoriser l'emploi (21 %) et de redynamiser le pouvoir d'achat (20 %), tandis que François Bayrou se classe à la troisième place sur ces deux thématiques (respectivement 16 % pour l'emploi et 14 % pour le pouvoir d'achat).

Jean-Luc Mélenchon est considéré par près d'un interviewé sur dix comme le candidat le plus crédible sur ces enjeux (respectivement 9 % et 8 %), tandis que Marine Le Pen est mentionnée par respectivement 6 % et 5 % d'entre eux. Dominique de Villepin et Eva Joly recueillent moins de 1 % de citations.



Méthodologie

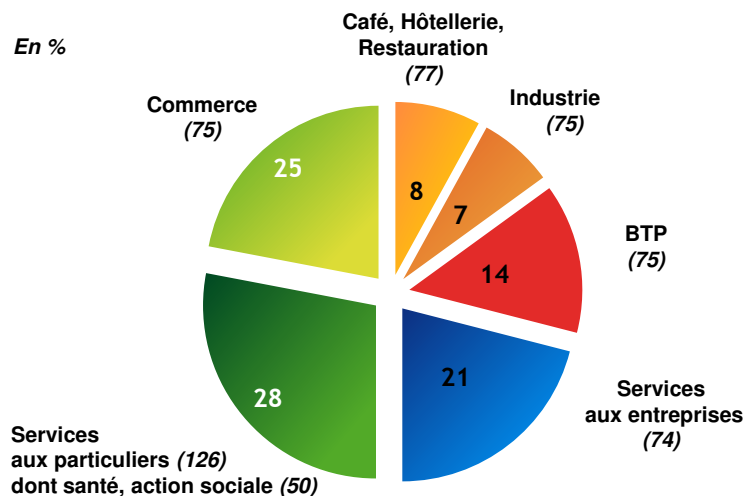
- Échantillon de 502 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 12 au 15 mars 2012.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.



Echantillon

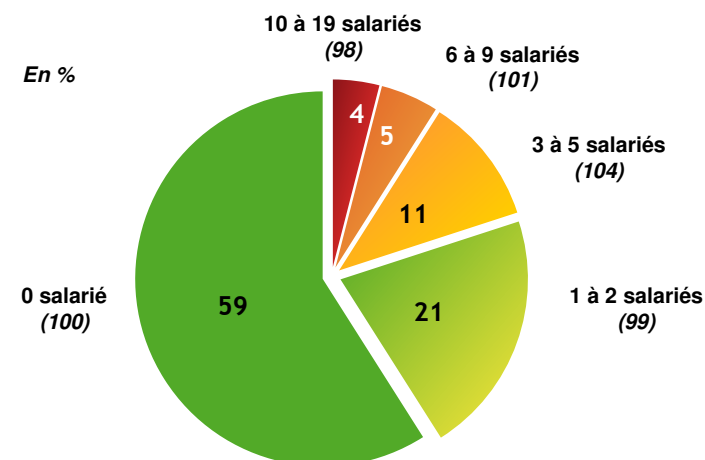
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

